

Controverse autour de l'indice de la pauvreté du PNUD

Économie

Le Maroc s'est plaint des résultats du récent rapport du PNUD concernant la pauvreté et tente d'empêcher leur publication dans ce rapport international.

Les autorités marocaines réagissent vigoureusement à un récent rapport publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Le Haut commissaire au Plan Ahmed Lahlimi a organisé un point de presse à Casablanca le 25 août pour critiquer "les failles" des indices utilisés par l'OPHI (Oxford Poverty and Human Development Initiative), le partenaire du PNUD pour la rédaction de ce rapport.

Cette conférence de presse faisait suite à une déclaration le 20 août du ministère des Affaires étrangères, qui remettait en cause la précision des résultats et les indicateurs utilisés dans les rapports du PNUD.

Cette nouvelle étude établit le taux de pauvreté au Maroc à 28 pour cent, alors que la Haute commission au Plan (HCP) l'évaluait à seulement 9 pour cent dans son rapport 2007 sur les conditions de vie des familles. Les chercheurs de l'OPHI ont analysé les données de 104 pays.

L'Indice multinational de la pauvreté (IMP) se fonde sur dix indicateurs, comportant le taux d'inscription scolaire, la mortalité infantile, la malnutrition des enfants, l'accès à l'électricité et la possession de certains biens de consommation (radio, télévision, téléphone, bicyclettes et motos, voitures et tracteurs, cuisinière, toilettes et autres).

Selon Lahlimi, les chercheurs se sont fondés sur les chiffres de 2004, et bien que les facteurs utilisés dans leurs calculs soient importants de par leur grande variété, ils ne couvrent pas toutes les priorités socio-économiques, comme celles qui développent la capacité des individus à se prémunir contre la pauvreté.

Lahlimi explique également que les périodes de référence de ces données sont comprises entre 2000 et 2008, ce qui enlève donc toute justification au classement des pays selon l'IMP. Par exemple, cette classification compare le Maroc de 2004 avec l'Égypte de 2008 et la Jordanie de 2007.

"Tous les efforts fournis par le Maroc entre 2004 et 2008 ne sont pas reconnus, alors que le Maroc a lancé des plans structureux ainsi que l'Initiative nationale pour le développement humain", souligne Lahlimi. "L'approche de l'OPHI ne reflète pas le niveau actuel de la pauvreté au Maroc."

Il souligne que ce centre de recherche n'a pas pris en compte le revenu des familles. Selon les indicateurs utilisés, affirme-t-il, une famille qui perd un enfant (comme l'indique l'indice de la mortalité infantile) peut être considérée comme pauvre bien qu'elle dispose d'un revenu élevé.

Toutes ces critiques ont été soumises à la directrice de l'OPHI, Sabina Alkire.

Le gouvernement marocain proteste également contre la publication de ces résultats dans le prochain rapport sur le développement du PNUD.

Le communiqué publié par le ministère des Affaires étrangères indique que "la validation par le PNUD, une institution de l'ONU, de telles études, dénote un manque de rigueur et de profession-



Ahmed Lahlimi

nalisme et porte préjudice au Maroc et à ses efforts."

L'économiste Mohamed Chamali a expliqué que le Maroc doit reconnaître qu'un taux de pauvreté élevé existe au sein de sa population, notamment dans les zones rurales.

"L'année dernière, la même polémique avait été créée par suite de la publication du Rapport sur le développement. La représentante du PNUD avait alors signalé que le niveau de pauvreté ne peut être mesuré que par les critères basiques de l'amélioration du niveau de vie, à savoir l'alimentation, la scolarité et la santé", a-t-il expliqué.

Mohamed T., un fonctionnaire, estime que le taux de pauvreté récemment révélé par le PNUD dans son rapport doit être précis, et pense qu'il n'est pas suffisant de ne prendre en exemple que Rabat et Casablanca ; les difficiles conditions de vie des Marocains dans les zones rurales et éloignées doivent également être prises en compte.

"J'estime que les critères utilisés dans ce dernier rapport en date sont largement suffisants pour se faire une idée du niveau de pauvreté au Maroc. La santé et l'éducation donnent une image assez claire des conditions de vie", a ajouté Farid Matioui, un employé de banque.

Afaf Marzouki, une étudiante, est en revanche d'accord avec la réaction du gouvernement marocain, dans la mesure où le lancement de l'Initiative nationale pour le développement humain en 2005 a fait une différence dans la vie quotidienne de centaines de familles.

"Le chiffre de 28 pour cent annoncé par le PNUD est alarmant", explique-t-elle. "Cela était peut-être vrai en 2004. Une nouvelle analyse doit être faite avec des chiffres actuels pour juger si la situation a évolué."

Par Siham Ali pour Magharebia